



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ
CONSULTATIF DU CONSEIL DES DROITS DE
L'HOMME, PALAIS DES NATIONS, SALLE XX,
GENÈVE, DU 2 AU 6 AOÛT 2010

Rapporteur : Melle Réminicie Métayer

stagiaire à l'AEDIDH

06 Août 2010



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

SOMMAIRE

I. Introduction.....	p. 3
II. Débat sur la Résolution 14/3 sur le droit des peuples à la paix.....	p. 3
III. Présentation du projet de recommandation A/HRC/AC/5/L.2.....	p. 10
Annexes.....	p. 13
Annexe 1 : Déclaration de Madame Kran (OHCHR).....	p. 14
Annexe 2 : Déclaration de Monsieur David Fernandez-Puyana (AEDIDH y UE).....	p. 15
Annexe 3 : Déclaration de Monsieur Alfred de Zayas (ISHR).....	p. 19
Annexe 4 : Déclaration de Monsieur Michel Monod (IFR).....	p. 23
Annexe 5 : Déclaration de Monsieur Akira Maeda (JWCHR).....	p. 24
Annexe 6 : Déclaration de Monsieur Curtis Doebbler (NSXXI).....	p. 26



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

I. INTRODUCTION

Lors de sa quatorzième Session en juin 2010, le Conseil des Droits de l'Homme a soumis à son Comité Consultatif, entre autres objets de travail, la Résolution 14/3 relative au droit des peuples à la paix.

Lors des séances publiques des 2, 3 et 4 Août 2010 ont été abordées successivement les questions concernant l'élimination de la discrimination des personnes touchées par la lèpre et les membres de leur famille, les disparitions forcées, et le droit à l'alimentation.

Le Comité Consultatif disposant de cinq jours pour traiter un nombre important de questions, il a décidé de se diviser en plusieurs groupes de travail, se voyant chacun chargé d'un thème plus particulièrement. Cette organisation permettant d'élaborer des projets de déclarations plus rapidement, tout en garantissant un travail commun à l'ensemble du Comité grâce aux sessions plénières où tous les sujets sont abordés et lors desquelles tous les experts même s'ils n'appartiennent pas au groupe de travail peuvent apporter leurs contributions.

Concernant le mandat sur le droit des peuples à la paix, le Comité Consultatif a établi un groupe de travail le 2 Août 2010. Parmi les 18 experts constituant le Comité, quatre ont été nommés pour ce groupe : Madame **Mona Zulficar** (Égypte, présidente du groupe), Monsieur **Wolfgang Stefan Heinz** (Allemagne, rapporteur du groupe), Monsieur **Miguel D'Escoto Brockmann** (Nicaragua), Madame **Chung Chinsung** (Corée).

Les ONG présentes se sont réjouies de ces nominations car elles impliquent des experts des différentes régions du monde et un équilibre des genres, ces deux points garantissant une diversité tant au niveau des sensibilités que dans les méthodes de travail, et enrichissant ainsi le groupe de travail sur le droit à la paix.

II. DEBAT SUR LA RESOLUTION 14/3 SUR LE DROIT DES PEUPLES A LA PAIX

Lors de la séance publique du 2 août 2010, Madame **Marcia V.J. Kran**, Directrice de la Division de Recherche et du Droit au Développement du Bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme, est intervenue au sujet du droit des peuples à la paix, en évoquant notamment le travail fourni par le Haut Commissariat avec l'organisation de l'atelier d'experts sur le droit des peuples à la paix en décembre 2009.

→ Lire la déclaration de Mme Kran, annexe 1, page 14

La séance publique du jeudi 5 Août 2010 a été consacrée au travail sur la Résolution 14/3 sur l'élaboration et la promotion du droit des peuples à la paix. Lors de cette session, les experts du groupe de travail en charge de cette question ont présenté à l'assemblée plénière les réflexions qui avaient été partagées lors d'une première réunion de travail privée.

Voici le compte-rendu des interventions qui ont eu lieu ce jeudi 5 concernant le thème du droit des peuples à la paix.

Tout d'abord, Madame Zulficar a introduit la séance en rappelant que, conformément à la Résolution 14/3 confiée au Comité Consultatif par le Conseil des Droits de l'Homme, le Comité Consultatif a pour tâche d'élaborer un projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix. Le Conseil des Droits de l'Homme soutient la réalisation du droit des peuples à la paix.

Elle a ensuite informé l'assemblée sur le fait que le groupe de travail s'était réuni en début de semaine, assisté par le secrétariat, afin de procéder à un premier tour de table. Il a été décidé lors de ce premier échange que Monsieur Heinz serait le rapporteur du groupe de rédaction sur le droit à la paix. Elle précisa « le fait qu'il soit notre rapporteur facilitera en effet notre participation aux différentes réunions qui se tiendront en Europe, aussi sa nomination à ce poste correspond à son parcours professionnel et ses intérêts ». Le groupe de travail a en effet choisi de désigner un rapporteur spécial afin qu'il consulte toutes les parties prenant part au processus, ceci tout en garantissant que le travail serait fait de manière collégiale, et que tous les experts participeraient à la rédaction.

Lors de cette réunion privée, les experts ont évoqué le fait que la communauté internationale avait toujours considéré la paix comme une aspiration, un but à atteindre, davantage que comme un droit. Ici l'objet est d'instituer la paix en tant que droit humain. Aussi la paix est un objectif quant à la protection des droits de l'homme et à la fois la condition nécessaire à la réalisation de ces droits. Le monde a essayé de réduire les guerres, et la Charte des Nations Unies reconnaît les principes de paix.

Madame Zulficar a ensuite proposé un historique sur le droit à la paix, et a commencé par rappeler que deux ans après que le droit à la paix a été reconnu par les Nations Unies, le droit au développement a été établi comme droit humain.

En 1949, la Convention de Genève place la paix et la sécurité au cœur des préoccupations de la communauté mondiale, et la paix est vue comme un moyen, un pré requis nécessaire, pour atteindre l'objectif souhaité : l'application du respect des droits de l'homme. Ils ont ensuite parlé de l'interdépendance entre la paix, la sécurité et les droits humains, qui se retrouve notamment dans le droit à l'autodétermination. L'élaboration d'une telle déclaration

serait, selon les experts, une obligation pour tous les États de réaliser et de mettre en œuvre les droits humains à la paix.

Pour elle, la paix devrait être considérée depuis une approche holistique. Par laquelle les droits de l'homme sont interdépendants, inaliénables et indivisibles. Relation qui a été soulevée notamment par le droit à l'autodétermination et dans l'interdiction à la propagande de la guerre reconnue par la Convention Internationale pour les Droits Civiles et Politiques.

Selon Madame Zulficar, il est indispensable de reconnaître ce droit, notamment pour garantir l'égalité des genres, car il existe une interdépendance entre la paix et l'équité entre les hommes et les femmes. À cette occasion, elle a rappelé les commentaires de Madame **Halima Embarek Warzazi** (Maroc), disant que dans les années 70, lors de la première conférence des Nations Unies sur le droit des femmes au Mexique, la question de la paix comme moyen pour atteindre l'égalité hommes/femmes avait déjà été soulevée. En 1979, le CEDAW a affirmé que la paix ne pouvait être atteinte seulement sous la condition de la complémentarité entre le désarmement, l'égalité de genres et les relations entre la paix et cette égalité hommes/femmes.

Elle a rappelé que dans les années 90, il y avait une grande dynamique à ce sujet. Et quelques années plus tôt en 1984, les Nations Unies ont reconnu le droit des peuples à la paix et à l'obligation par les Etats de prendre les mesures nécessaires relativement à cela. Et en 1997, un mouvement de paix fut entrepris par l'UNESCO mais n'a pas abouti. Cette organisation a décrété la décade pour une culture de paix (2001-2010).

En 2007 les ONG lancent une campagne pour que le droit à la paix soit reconnu comme droit humain et qu'il soit codifié. Ce jusqu'à ce que soit adoptée en 2010 la déclaration de Barcelone sur le droit humain à la paix (faisant suite à la déclaration de Luarca). Cette année justement, le mouvement des ONG est devenu plus pressant avec la présentation de déclarations écrites et l'organisation de réunions, et on a vu notamment les résolutions du Conseil et maintenant le travail du Comité.

Il existe des précédents à la Cour Européenne des Droits de l'Homme et à la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme qui reconnaissent la paix en tant que droit humain.

Selon Mme Zulficar, le défi pour le groupe de rédaction et pour le Comité Consultatif dans son ensemble est d'établir le droit à la paix comme droit humain, ce qui constituerait la première étape pour la codification de ce droit (sans violence, et pour les libertés de religion et d'expression). Elle a rappelé que ceci était très intéressant du point de vue des droits de l'homme et a exprimé le désir du groupe de travailler sur ce sujet en consultant l'ensemble des parties prenant part à ce travail. Elle a exposé au nom du groupe qu'il entendait promouvoir le droit à la paix dans son sens le plus large et le plus global qui soit, reconnaissant l'interdépendance qui unit tous les droits humains, autant de droits qui promeuvent dans leur ensemble la paix, la liberté et la sécurité.

Monsieur Heinz a ensuite pris la parole tout en soutenant l'intervention de Madame Zulficar. Il a souligné l'importance de la clarification du champ du droit à la paix, à savoir clarifier les critères pour sélectionner les droits qui font partie du droit à la paix (s'il couvre tous les droits de l'homme, s'il existe vraiment un droit à la paix en tant que tel, et si la paix passe de la dimension philosophique à celle du droit), il faudra identifier les détenteurs de ce droit (individus, peuples, ou les Etats). Lors de son intervention, Monsieur Heinz a abordé le fait que la dimension individuelle, autant que la collective, était intéressante à prendre en compte. Il a également rappelé l'importance d'étudier la question d'un point de vue juridique exclusivement. Aussi, le rapporteur du groupe a fait référence à l'atelier d'experts qui s'est tenu en décembre 2009, et à l'occasion duquel les opinions à ce sujet ont été très variables, ce qui montre la difficulté à aborder ce thème.

Monsieur Heinz a expliqué à l'occasion de cette session, que le groupe de travail allait procéder en deux phases pour l'établissement du projet de déclaration. D'abord le groupe va étudier le droit à la paix, à travers tout ce qui a été fait jusque là sur ce sujet, les apports de la société civile, les différentes réunions et conférences, le travail universitaire, etc. et présentera un rapport recensant tous les progrès accomplis et un questionnaire contenant les commentaires de toutes les personnes, les Etats membres du Conseil, les ONG, les universitaires qui l'auront souhaité, au Conseil des Droits de l'homme lors de sa prochaine session en juin 2011. C'est en effet un sujet complexe au niveau du fond, qui nécessite une étude approfondie de tous les documents et des débats émergents de ces dernières années, avant de pouvoir ébaucher une déclaration. Et la deuxième phase du travail sera donc l'élaboration d'un projet de déclaration, faisant suite à la 17^{ème} session du Conseil des DH.

Monsieur Heinz a soulevé un point important : ce mandat confié au Comité Consultatif présente une particularité qu'aucun autre mandat ne présente, celle de n'avoir pas été recommandé par consensus. Cette question a en effet nécessité le vote lors du Conseil des DH, et une minorité de pays (principalement les pays occidentaux) a exprimé sa position défavorable à cette entreprise. Ce point a une importance puisqu'il traduit la difficulté du thème abordé, du fait de la divergence des opinions. Il a indiqué qu'ils travailleront sur ce sujet afin qu'il soit adopté par consensus.

C'est ensuite Monsieur **Kartashkin** (Russie) qui est intervenu en insistant sur le besoin de réaliser un document avant tout juridique. Il a en effet rappelé que le mandat avait été établi à partir de considérations politiques surtout, ce qui a entraîné de nombreux désaccords, et que les résolutions évoquées jusque là étaient politiques et n'éclaircissaient pas le droit des peuples à la paix en tant que tel. Il a également posé les questions relatives à l'identification des détenteurs de ce droit (les peuples, ou les individus), de la protection, et de ce qu'entraînerait la violation d'un tel droit. Selon les recommandations de Monsieur Kartashkin, ce travail devrait être un document purement juridique qui reprendrait le résultat de toutes les résolutions qui ont déjà été adoptées d'un point de vue essentiellement politique. Selon lui, il est fondamental d'éclaircir les différents concepts qui ont déjà été abordés.

Monsieur Kartashkin a exprimé ses doutes quant à l'attribution de ce travail par le Comité Consultatif puisque le mandat lui a été confié alors même que le Conseil des Droits de l'Homme ne l'a pas adopté par consensus.

Monsieur Kartashkin recommande au Comité Consultatif de ne pas trop se hâter quant à la réalisation de ce travail, car il est indispensable de fournir un document de qualité. Il est ressorti des premières réunions qu'aucun dénominateur commun n'avait été trouvé et qu'il n'y avait pas de disposition unanime. Aussi, il n'y a pas de définition du droit à la paix, ce qui fait dire à Monsieur Kartashkin qu'il sera presque impossible de parvenir à une formule commune. Pour lui, il s'agit d'une des questions les plus complexes à n'avoir jamais été posée à la communauté internationale.

Monsieur **Decaux** (France) a ensuite pris la parole en soulignant la sensibilité du sujet et en indiquant que le Comité n'ignorait pas les difficultés auxquelles devraient faire face les membres du groupe. Il s'est associé aux mises en garde de l'expert russe. Et selon lui, le thème relèverait davantage du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Pour lui, d'un point de vue juridique il est important de considérer le lien entre le débiteur et le créancier du droit. Il a posé les questions à savoir s'il s'agissait de considérer les relations entre individus et Etats, entre individus, peuples et Etats, etc. Il a exprimé le fait que l'articulation qui sera faite entre le droit international général et le droit international des droits de l'homme sera cruciale pour aborder cette question.

M. Decaux a énoncé deux pistes positives :

La première est de mettre l'accent sur la prévention, en se référant à l'article 33 de la Charte des Nations Unies relative au règlement pacifique des différends (même si elle concerne les relations entre Etats, il peut être intéressant de s'y référer selon lui).

La deuxième est de se pencher sur les recours qui pourraient être offerts aux titulaires du droit, et les remèdes. Pour lui on ne peut pas évoquer la paix sans évoquer son inverse : le crime contre la paix et son agression. Ainsi, il sera intéressant selon M. Decaux, d'articuler le droit international pénal et le droit international des droits de l'homme.

Ensuite, Monsieur **David Fernandez-Puyana** a fait une déclaration orale au nom de la *Fédération des Associations Espagnoles pour le Droit International*, dans laquelle il a rappelé la campagne en faveur du droit humain à la paix menée par l'AEDIDH depuis 2007, soutenue par plus de 500 ONG du monde entier, et dans laquelle il a également souligné l'importance de la considération de la dimension collective mais aussi individuelle du droit humain à la paix. Enfin il a sollicité la prolongation du mandat sur le droit des peuples à la paix afin que la perspective individuelle du droit à la paix soit incluse.

→ Voir déclaration orale de David Fernandez-Puyana, en annexe 2, page 15



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Après la première intervention de la société civile, Monsieur **Miguel D'Escoto** (Nicaragua) a fait une intervention en commençant par dire que la paix n'est pas seulement l'absence de guerre mais de tout type d'agression, et le droit des personnes et des peuples à la paix est un droit d'une extrême importance pour l'ensemble de l'humanité, car l'absence de paix reviendrait à nier tout avenir pour les enfants et plus généralement pour la planète.

Selon Monsieur D'Escoto, nous devons encourager le droit humain à la paix, qui n'est pas une chose facile mais pourtant incontournable. La coopération fait partie du droit à la paix, celui-ci devant être entendu dans le contexte du système juridique international. Il a ensuite dit que le droit à la paix devrait être défendu comme une obligation faite à tous les Etats, et que le groupe devrait établir un cadre de travail qui s'inscrirait dans le contexte juridique et qui pourrait se fonder sur les 10 principes suivant :

- le droit à la paix est indivisiblement lié au droit au développement et à l'autodétermination
- Le droit à la paix doit être interprété dans son contexte multiculturel
- Le droit à la paix fait partie intégrante de la solidarité qui est nécessaire pour permettre à tous de vivre dans la paix
- Le droit à la paix doit permettre une paix juste, une paix où tous les droits de l'homme sont protégés et respectés
- Le droit à la paix c'est aussi éduquer à la paix et investir dans l'éducation à la paix
- Le droit à la paix c'est être solidaire, plutôt qu'être dans la concurrence
- Le droit à la paix est lié à un ordre international démocratique et équitable
- Le droit à la paix inclut le fait d'interdire le recours à la force dans les relations internationales entre Etats
- Le droit à la paix se fonde sur les dispositions du droit international et se fonde sur la Charte des Nations Unies
- Le droit à la paix c'est aussi le désarmement nucléaire et l'avènement d'un ordre international qui soit cohérent vis-à-vis de l'absence de menace de la part d'un Etat d'utiliser ses armes
- Le droit à la paix se fonde sur les valeurs les plus essentielles de l'humanité, ces valeurs qui sont présentes dans toutes les religions, ethnies, cultures...



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

La paix est indispensable et nécessaire à toutes les activités et obligations humaines. La solidarité qui suppose que l'on s'intéresse au bien de tous doit être au cœur des relations. La solidarité doit se substituer à l'individualisme, pour que l'on cesse de se noyer dans l'égoïsme.

Monsieur D'Escoto a terminé son intervention en rappelant que nous devons être solidaires des personnes qui courent un danger et ces personnes sont dans le devoir de recevoir notre solidarité.

Ensuite, Monsieur **Alfred de Zayas** a fait une déclaration au nom de *l'International Society for Human rights on the Human Right to Peace*.

→ Voir déclaration d'Alfred de Zayas, en annexe 3, page 19

Puis a suivi une déclaration de Monsieur **Michel Monod** au nom du *Mouvement International pour la Réconciliation* (international fellowship of reconciliation).

La paix ne doit pas être garantie seulement dans les relations internationales, mais également à l'intérieur des pays.

→ Lire la déclaration de Michel Monod, annexe 4, page 23

A suivi une déclaration de Monsieur **Akira Maeda** à propos de la paix et notamment de l'article 9 de la constitution du Japon.

→ Voir déclaration d'Akira Maeda, annexe 5, page 24

Puis Monsieur **Christophe Barbey** a fait une déclaration au nom de *Peace Tax international*.

Il a notamment parlé de l'impact symbolique d'un tel droit : la paix entre tous les peuples, tous les groupes sociaux, et toutes les personnes, pas seulement entre les Etats où les questions sont aux mains du conseil de sécurité.

Ensuite, Monsieur D'Escoto a dit que tenant compte du fait que le Conseil des Droits de l'Homme a confié une tâche au Comité Consultatif, il semble nécessaire de tenir compte de l'importance de cette tâche quant à l'avenir des populations, et des Nations Unies.

Il poursuit en ajoutant « Contrairement à l'opinion de la majorité de gens aujourd'hui, je crois que l'ONU constitue l'organisation la plus importante au monde pour sauver notre planète et l'espèce humaine de la crise, ou des multiples crises convergentes auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Néanmoins les NU pour accomplir leur tâche doivent se démocratiser. Ne faire que parler de démocratie n'est pas suffisant. »



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Mme Zulficar pour conclure a souhaité remercier tous les participants qui ont soumis leurs commentaires ainsi que les ONG qui ont fait part de leurs apports précieux. Elle a ensuite indiqué que le groupe de travail tiendra compte de tous ces apports, et qu'il a pris note de la dimension individuelle et qu'il en tiendra compte dans les études futures, néanmoins elle a précisé que le mandat qui leur a été confié leur indique de se concentrer sur la question du droit des peuples à la paix.

Le principe qui régira leurs travaux sera d'avancer lentement pour travailler sur ce sujet, afin que le document ne reste pas lettre morte, qu'il soit pertinent, afin d'établir un fondement solide pour ce projet.

Mme Chung a tenu à ajouter un point en plus de tout ce qui avait été dit. Elle a en effet signalé que du point de vue de la société civile, il y a beaucoup de recherches qui ont été faites, et le groupe va glaner tous ces apports et en tenir compte pour effectuer son travail.

M. Heinz a ajouté que le travail ne faisait que commencer et que les experts étaient prêts à recevoir tous les apports de la part des ONG, des Etats membres, des experts, des universitaires, etc. Une base de données sera en effet mise en place très rapidement afin de collecter tous les matériaux de toutes les personnes qui souhaiteront apporter leur contribution au travail.

Monsieur **Curtis Doebbler**, au nom de *Nord Sud XXI* avait une déclaration à faire devant le Comité, mais il n'en a pas eu l'occasion.

→ Lire la déclaration de Monsieur Curtis, Annexe 6, page 26

À l'occasion de cette session et concernant la question du droit des peuples à la paix, la participation de la société civile à travers les ONG présentes a été particulièrement remarquée et appréciée.

III. PRÉSENTATION DU PROJET DE RECOMMANDATION A/HRC/AC/5/L.2

Lors de la session du vendredi 6 août 2010, Monsieur Heinz, rapporteur du groupe de travail sur la résolution 14/3 du Conseil des DH, a présenté le projet de recommandation A/HRC/AC/5/L.2 fait par le Comité Consultatif au Conseil des Droits de l'Homme pour l'informer de l'avancée de leurs travaux.

Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Il a indiqué que le groupe de travail préparerait un rapport intermédiaire qui sera prêt pour la 6^{ème} session du Comité Consultatif en janvier. Puis il préparera un questionnaire qu'il soumettra au Conseil des Droits de l'Homme lors de sa 17^{ème} session en juin 2011.

Monsieur D'Escoto a ensuite pris la parole pour rappeler que le Conseil des DH demande avec la Résolution 14/3 au Comité Consultatif de préparer un projet de déclaration, or dans le point 4 de la partie dispositif du projet de recommandation présenté ce jour, il n'est évoqué que le projet de rapport intermédiaire. Il souhaite donc que soit ajouté à ce point le fait que sera préparé par la suite un projet de déclaration, afin d'être tout à fait conforme à la demande du Conseil.

Point 4 : « *Demande au groupe de travail de soumettre un projet de rapport et de déclaration sur l'état d'avancement de ses travaux au Comité consultatif à sa sixième session avant sa présentation au Conseil à sa dix-septième session* ». Les commentaires en gras correspondent aux apports proposés par Monsieur D'Escoto.

Monsieur Heinz a répondu à cette intervention en disant qu'il était d'accord pour apporter cette modification, et a expliqué qu'il n'avait pas précisé cela au point 4 de la recommandation par souci de non répétition puisque cette indication figurait déjà dans le premier paragraphe de ce document. Il accepte donc de reprendre les termes pour dire qu'il s'agit d'un projet de rapport intermédiaire sur la déclaration du droit des peuples à la paix.

Madame **Purificacion V. Quisumbing** (Philippines), Présidente du Comité Consultatif, a donc sollicité le secrétariat pour qu'il prenne note de cette modification et qu'elle soit faite.

Monsieur **José Antonio Bengoa Cabello** (Chili) a ensuite pris la parole en indiquant que selon lui le groupe de travail était en possession de deux missions qui correspondraient à deux mandats (le rapport au Conseil quant aux progrès réalisés sur cette étude, et le projet de déclaration). Il a également dit que pour lui ce qui figure dans le 2^{ème} paragraphe était très important, et que cela constituait le cœur même de l'activité qui sera menée jusqu'en janvier (« clarifier le contenu et la portée de ce droit »). Selon Monsieur Bengoa, afin de donner suite à la demande du Conseil, il sera important de mener un débat de fond et d'examiner tous les éléments pour connaître vraiment la teneur de ce sujet lors de la session de janvier.

La Présidente indiqua qu'il ne serait pas nécessaire, ni recommandé, d'attendre le mois de janvier pour cela, mais bien au contraire de travailler dès maintenant et ce jusqu'en janvier là-dessus en utilisant tous les moyens de communication et en utilisant le temps imparti de la meilleure façon possible.

Madame Warzazi (Maroc) indiqua qu'elle était satisfaite du texte de projet de recommandation A/HRC/AC/5/L.2 tel qu'il était. Selon elle, s'il devait y avoir des changements, il serait plus pertinent d'inscrire le titre de la Résolution dans son ensemble



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

(par rapport à l'intervention de Monsieur D'Escoto concernant le point 4, c'est-à-dire « projet de déclaration sur le droit des peuples à la paix »).

La Présidente a donc conclu sur le fait qu'il serait très utile de reprendre le texte dans sa globalité pour effectuer ces modifications, et puisqu'il n'y avait pas d'objection ni de commentaires supplémentaires, la recommandation A/HRC/AC/5/L.2 fut adoptée par consensus.

Le secrétariat a ensuite pris note des experts qui se tenaient volontaires pour être co-auteurs. Trois experts se sont ainsi inscrits sur la liste en tant que co-auteurs : Monsieur **Ansar Ahmed burney** (Pakistan), Monsieur **Dheerujall Seetulsingh** (Mauritanie), Monsieur **kartashkin** (Russie), Monsieur **Karokora** (Ouganda), Mme **Warzazi** (Maroc), Mme **Quisumbing** (Philippines). Monsieur **Shiqiu Chen** (Chine) s'était déjà inscrit sur cette liste lors du choix des experts pour le groupe de travail.



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

ANNEXES

Déclarations orales présentées devant le Comité Consultatif du Conseil des Droits de l'Homme lors de sa 5ème session, du 2 au 6 août 2010



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Annexe 1

Statement by Ms. Marcia V.J. Kran

Director of the Research and Right to Development Division, OHCHR

Monday, 2 August 2010

“..... I would like to elaborate on other human rights issues, which this Committee may be seized with in the future. On 15 December 2009, the Deputy High Commissioner for Human Rights opened the expert workshop organized by OHCHR pursuant to Council resolution 11/4 on the right of peoples to peace. In her remarks, summarized in a report of the Office submitted to the fourteenth session of the Council (A/HRC/14/38), the Deputy High Commissioner recalled that peace and human rights are intricately related, and that the preamble to the Universal Declaration on Human Rights, as well as a number of human rights treaties, state that respect for human rights and recognition of the inherent dignity and of the equal and inalienable rights of all members of the human family serve as the foundation of freedom, justice and peace. The Deputy High Commissioner also noted that the notion of the right of peoples to peace should be understood in a wider context, in particular taking into account that peace and promotion and protection of human rights are complementary and mutually-reinforcing. Both are essential to advance development, peace and security....”



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Annexe 2

ORAL STATEMENT BEFORE THE 5^o SESSION

OF THE HUMAN RIGHTS COUNCIL ADVISORY COMMITTEE

5 August 2010

Item 3: Request of the HRC addressed to the Advisory Committee: right of peoples to peace

Thank you, Mr. Chairperson:

I make the following statement on behalf of the Federation of Associations for the Promotion and Defense of Human Rights (Spain) and other 237 NGOs which have signed the joint written statement entitled "Draft declaration on the right of peoples to peace," contained in doc. A/HRC/AC/5/NGO/2 of July 29, 2010.

DRAFT DECLARATION ON THE RIGHT OF PEOPLES TO PEACE

Since 2008 the Human Rights Council has been working on the "**Promotion of the right of peoples to peace**" inspired by previous resolutions on this issue approved by the UN General Assembly and the former Human Rights Commission, particularly the GA resolution 39/11 of 12 November 1984, entitled "Declaration on the Right of Peoples to Peace" and the United Nations Millennium Declaration.

In 2009, the Human Rights Council reviewed its position by recognizing the **individual** approach of the right to peace. The resolution 11/4 affirmed in the Preamble that "human rights include social, economic and cultural rights and the **right to peace**, a healthy environment and development, and that development is, in fact, the realization of these rights" (paragraph 15 of Preamble); that, pursuant article 28 of the Universal Declaration on Human Rights, "**everyone** is entitled to a social and international order in which the rights and freedoms ...can be fully realized" (paragraph 17 of Preamble); and that a life without war is the primary international prerequisite for the material well-being, development and progress of countries and for the full implementation of the **rights and fundamental human freedoms** proclaimed by the United Nations" (paragraph 19 of Preamble). Consequently, the Human Rights Council insisted that "**peace** and security, development and **human rights** are the pillars of the United Nations system and the foundations of the collective security and welfare".



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

In June 2010, the HR Council had before it the report of the Office of the High Commissioner on the outcome of the expert workshop on the right of peoples to peace,¹ as well as the joint written statement on the Working Group on the Human Right to Peace of more than 500 NGOs world-wide in which requested to the HR Council the establishment of a Working Group on codification of the human right to peace.

The HR Council approved the resolution 14/3 on the right of peoples to peace on 17 June 2010, in which reiterated the content of this right, according to the resolutions already approved in 2008 and 2009.

Furthermore, the resolution 14/3 explicitly recognizes the "... the important work being carried out by civil society organizations for the promotion of the right of peoples to peace and the codification of that right"; recalls "the United Nations Declaration and Programme of Action on Culture of Peace, 1999, and the General Assembly resolution 53/25 proclaiming 2001-10 as the International Decade for a Culture of Peace and Non-Violence for the children's of the world;" calls upon States and relevant United Nations bodies to promote effective implementation of the United Nations Declaration and Programme of Action on Culture of Peace"; and finally, "supports the need to further promote the realization of the right of peoples to peace" and in that regard requests "the Advisory Committee, in consultation with Member States, civil society, academia and all relevant stakeholders, to prepare a draft declaration on the right of peoples to peace, and to report on the progress thereon to the Council at its seventeenth session".

The resolution 14/3 is a historic land-mark, since it has formally opened within the United Nations the process of international codification of the right to peace, thus replying positively to the progress that civil society had achieved in the last years. It is now to all international actors to take care of the codification process that should evolve in the next years towards proposals of consensus that would avoid any threat of set back.

On the other hand, the HR Council resolution 14/3 is reducing the material content of the draft declaration to be prepared by the Advisory Committee to *the right of peoples to peace*. However, given that this resolution indirectly accepts the individual dimension of this right, it should not be a serious obstacle to preclude in the future to extent the mandate of the Advisory Committee to prepare a *draft declaration on the right of individuals and peoples to peace*.

RECOMMENDATIONS

We invite the Advisory Committee to consider in its study the conclusions and recommendations of the workshop of experts on the right of peoples to peace, in particular

¹ Doc. A/HRC/14/38 of 17 March 2010, 16 p.

the recognition of the double dimension -individual and collective- of the right to peace, and the written statement sponsored by more than 500 NGO on this issue. Consequently, it should request to the Human Rights Council to extend its mandate to prepare a draft declaration on the right of individuals and peoples to peace.

In particular, the Advisory Committee should endeavour in the future declaration to, *inter alia*:

1. Consider the human right to peace as a means to foster the right to self determination of peoples and all human rights, including the right to development
2. Recognize the relationship between human right to peace and rights to life, integrity, liberty and security of the person; **physical and mental health and well-being**; the need to protect victims of uncontrolled weapons of mass destruction; the need to examine the possibility of disarming all weapons; the right to emigrate; the right to know the truth of human rights violations; and the exercise of civil, political, economic, social, cultural and linguistic rights to enhance social justice, equity and gender equality, and the elimination of extreme poverty, since it will make possible the solidarity, peace and friendly relations among all nations, races, ethnicities or religions.
3. Stress solidarity rights, peace education, and the construction of democratic, interactive and egalitarian multiculturalism, as well as the promotion of dialogue and peaceful coexistence among cultures, civilizations and religions.
4. Affirm the realization of the human right to peace as contained in the UN Charter, the UDHR and the international and regional human rights instruments.
5. Take into account the *Luarca Declaration on the Human Right to Peace* of 2006, as reviewed by the *Bilbao Declaration on the Human Right to Peace*, adopted on 24 February 2010, in line with of the SSIHRL World Campaign for the Human Right to Peace (2007-2010), taking into account the reports of the expert meetings organized in the five regions of the world and the regional Declarations on the human right to peace adopted by experts of civil society in La Plata, Yaoundé, Bangkok, Johannesburg, Sarajevo, Alexandria and Havana. In addition, joint NGO written and oral statements on the content and scope of the human right to peace prepared with the support of more than 500 NGO and submitted to the successive sessions of the HR Council (see <http://www.aedidh.org>); and finally, the *Barcelona Declaration on the Human Right to Peace*, adopted on 2 June 2010 by the International Drafting Committee composed of 10 independent experts of the five regions of the world, which granted an international authority to the *Luarca and Bilbao Declarations*.
6. Further recognize the need to enhance gender mainstreaming in the field of peace-building as requested by the Beijing Declaration and Platform of Action, adopted by the



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Fourth World Conference on Women of 1995 and to promote women's participation at all levels of decision-making on peace, disarmament and security issues, as provided for in Security Council resolution 1325 (2000), 1880 and 1888 (2009), as well as the need to perform a gender analysis in all situations of armed conflict and post-conflict societies. And,

Establish a mechanism for monitoring the implementation of the Declaration. In this sense, the Luarca, Bilbao and Barcelona Declaration have proposed the establishment of a Working Group on the Right to Peace, composed of 10 independent experts appointed by the UN General Assembly.



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Annexe 3

Statement by Alfred de Zayas, International Society for Human Rights on the Human Right to Peace

Thank you, Miss Chairperson:

As one of the members of the December Workshop on the human right to peace, it is my privilege to report to the Advisory Committee that there was wide consensus in our expert panel on the existence of this fundamental right. Indeed, it was not difficult to affirm it on the basis of existing norms of hard law and soft law. Nevertheless, we all recognized the necessity to elaborate an instrument that would give it greater normative precision, a declaration that would identify its multiple aspects and recognize both its collective and individual dimension.

It was not our mandate to draft such an instrument, and thus I take this opportunity to encourage the expert members of the Advisory Committee to focus on the conclusions and recommendations of the December workshop, in particular the recognition of the double dimension of the human right to peace. There is a tendency to perceive the right to peace primarily from the perspective of collective rights. And yet, it is very much a personal right, for instance when an individual exercises his right to conscientious objection to military service, a right recognized in the jurisprudence of the Human Rights Committee under the Optional Protocol. Similarly, this individual right to peace is manifested by refusing to participate in an illegal war of aggression. Indeed, many rights that we exercise are both collective and individual, for instance cultural rights. We exercise these rights in community with others, but also *individually* when we read our own literature, when we write a poem, when we listen to our folk tunes, when we wear our national colours, take pride in our cultural heritage.

Is there a right to peace? Of course there is, even if positivists may question it. I will not say the obvious -- that peace is not merely the absence of war. I will not take your time by rehashing the well known distinction between positive and negative peace. But I will try to concretize what peace means to the individual human being, because peace is not just a static condition of nirvana, it is a dynamic concept, an enabling right that empowers individuals to take hold of their lives and to exercise their civil, political, economic, social and cultural rights.

I would like you to abandon the obsolete and artificial classification of rights into first, second and third generation rights. This approach is fundamentally flawed. Peace demands a different paradigm, a functional paradigm, whereby we identify rights that are necessary to the enjoyment of other rights, define the object and purpose of rights in relationship to other rights, clarify which rights serve the achievement of other rights and ultimately the primacy of human dignity.



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Obviously the right to peace, the right to food, the right to health enable us to exercise our other human rights, for instance, our freedom of to seek and impart information, our freedom of opinion and expression, which is so necessary to every democracy, and to the achievement of the potential of each individual. Indeed every individual needs access to information in order to complete his identity and know himself or herself, *gnothi seauton*. Without peace, without food, without health, the human being cannot live in human dignity, cannot reach his or her potential.

In this connection and as an American, I am reminded of two of President Franklin Roosevelt's four freedoms. These are the Freedom from Fear – that is, the freedom from intimidation, from oppression, from war,

and the freedom from Want – that is, the freedom from conditions of extreme poverty, lack of food and clean water. I am also reminded of the principal vocation of the United Nations Organization, which remains the promotion of peace and human rights, as set forth in the Preamble, in articles, 1, 2, 55, 56 etc. of the Charter. I am reminded of the Millennium Declaration, the Millennium Development Goals and the Outcome Document of the 2005 Summit. Commitments that the world has yet to implement.

The right to peace is a holistic right. This has been recognized by UNESCO and by many experts from civil society throughout the world. This is also reflected in the Declarations of Luarca, Bilbao and Barcelona, which the previous speaker Mr. Fernandez Puyana has already introduced to you.

In order to achieve this right, education is indispensable. Indeed, education is also an enabling right. We have to be educated away from predator competition and away from the glorification of military virtues. In this context we ought to recall article 20 of the International Covenant on Civil and Political Rights, which specifically prohibits propaganda for war. It is time to educate nations to perceive other nations as potential friends rather than potential enemies. It is time to educate individuals to perceive their peers as persons with whom it is possible to collaborate, rather than persons who can be subjugated and exploited. More importantly, it is necessary to abandon our instinctive fear of others, our mistrust, our immanent hostility.

As Article 2 of the Declaration of Barcelona states, "Education and socialization for peace is a condition sine qua non for unlearning war and building identities disentangled from violence."

Article 2 continues: "individuals have the right to receive, under conditions of equal treatment, an education on and for peace and all other human rights. Such education should be the basis of every educational system, generate social processes based on trust, solidarity and mutual respect, and lead to a new way of approaching human relationships within the framework of a culture of peace."



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

It bears repeating that without education there is little that we can achieve. And in the perspective of the functional human rights paradigm that I suggested before, let me focus on rights that necessarily are inherent or immanent in other rights. For instance, the right to equality and non-discrimination. Every other human right necessarily contains in itself that common element of equal application. This entails a rejection of Terrence's sad observation

quod licet Jovi non licet Bovi. This is the philosophy of privilege and inequality. In the 21st century there is no room for the artificial distinction between Jove and the Bovines. We are all equal in rights, and this also entails the right to be treated without arbitrariness.

Peace is, however, both an enabling right and an end right. As the right to peace is a condition for the enjoyment of all other rights, the result of the exercise of human rights by all human beings necessarily removes structural violence and with it the threat of armed conflict, whether internal or international, and the end result is a world in peace in which every human being can be himself or herself, in which the right to one's identity can be fully lived.

In my presentation at the December Workshop I referred to the new doctrine of the responsibility to protect, which derives from the concept and practice of humanitarian intervention. I also recalled the debate in the United Nations General Assembly in 2009 and the wise warnings issued by the then President of the General Assembly Miguel d'Escoto Brockmann, who identified four benchmark questions that should determine whether and when the UN system of collective security can implement R2P. The first test is:

Do the rules apply in principle, and is it likely that they will be applied in practice equally to all nation-states, or, in the nature of things, is it more likely that the principle would be applied only by the strong against the weak? I share this concern.

The second benchmark questions is:

"Will adoption of the R2P principle in the practice of collective security more likely enhance or undermine respect for international law? To the extent that the principle is applied selectively, in cases where public opinion in P5 Member States supports intervention, as in Darfur, and not where it is opposed, as in Gaza, it will undermine law."

A third benchmark question is: "Is the doctrine of R2P necessary and, conversely, does it guarantee that states will intervene to prevent another Rwanda?"

The fourth vital benchmark test is whether the international community has the capacity to enforce accountability upon those who might abuse the right that R2P would give nation-states to resort to the use of force against other states?



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

These are important questions, and we cannot escape them if we remain true to the Purposes and Principles of the United Nations. We must be very alert to prevent new doctrines from eroding the UN commitment to the peaceful settlement of disputes.

Since my time is up, I would like to conclude by drawing the attention of the Advisory Committee to the written statement sponsored by more than 500 NGOs proposing that the Advisory Committee seek an extension of its mandate from the Human Rights Council, so as to elaborate a more comprehensive declaration on the right not only of peoples to peace, but rather of individuals and peoples to peace.

I thank you.



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Annexe 4

Déclaration de Monsieur Michel Monod au nom du Mouvement International pour la Réconciliation, devant le Comité Consultatif le 5 Août 2010

In the name of my organisation the International Fellowship of Reconciliation I congratulate the Advisory Committee for the election of a group of Experts to examine the possibility of a right to peace. Peace is not only absence of war it is access for the whole population to the well being. Peace is the realisation of all the fundamental rights. War is the very negation of those rights for all parties involved in the conflict. There always will be conflicts because life is made of conflicts but the solution of a conflict cannot go through war. War is an act of violence which ends with armistice and a treaty of peace after destructions and slaughters. Modern war make 90% of victims among civilians. The population refuse to be taken as hostages by their governments at war but demand that peace be preserved. Peace should not only be protected in international relations but in the country itself because civilian population often suffer violence of armed forces from their own governments. Terrorism is a awkward reaction to violence, a call to war adressed to the states. Governments should avoid to fall in the cycle of violence but to stay the warrant of peace and security through non violent means. It is then necessary that peace be recognised by governments as a fundamental human right. Consequently the Advisory Committee should request to the Human Rights Council to extent its mandate to prepare a draft declaration on the right of individuals and peoples to peace":

Au nom de mon organisation le Mouvement International pour la Réconciliation je félicite le Comité Consultatif d'avoir élu un groupe d'experts pour étudier la possibilité d'un droit à la paix. La paix n'est pas seulement absence de guerre c'est l'accès de toute la population au bien être. La paix c'est la réalisation de l'ensemble des droits fondamentaux. La guerre est la négation même de ces droits pour toutes les parties en conflit. Il y aura toujours des conflits car la vie est faite de conflits mais la solution d'un conflit ne peut pas passer par la guerre. La guerre est une succession d'actes de violence qui se termine par une armistice et un traité de paix après des destructions et des massacres. Les guerres modernes font 90% de victimes civiles. La population ne veut plus être prise en otage par les gouvernements qui se font la guerre mais demande à ce que la paix soit préservée. La paix ne doit pas seulement être garantie dans les relations internationales mais à l'intérieur même d'un pays car les populations civiles souffrent des violences que leur font subir les gouvernements par les forces armées. Le terrorisme est une réaction maladroite et malheureuse à la violence institutionnelle et armée, un appel à la guerre adressé aux Etats. Les gouvernements doivent éviter de tomber dans le cycle de la violence mais faire respecter la justice la paix et la sécurité sans violence. Il est donc nécessaire que la paix soit reconnue par les gouvernements comme un droit fondamental. Nous demandons au Conseil consultatif d'inviter le Conseil des droits de l'homme à prolonger son mandat en vue d'une déclaration sur le droit des individus et des peuples à la paix.



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Annexe 5

Right of Peoples to Peace
Statement by Mr. Akira MAEDA
Professor of Tokyo Zokei University
on behalf of the
Japanese Workers' Committee for Human Rights (JWCHR)
Geneva, 5 August 2010

M. Chairperson

1. Japanese Workers' Committee for Human Rights welcomes the resolution 14/3 by Human Rights Council on the right of peoples to peace in June 2010. We also welcome and support the joint written statement submitted by several NGOs on Draft declaration on the right of peoples to peace to Advisory Committee in this session (A/HRC/AC/5/NGO/2). The report requests Advisory Committee to consider in its study the conclusions and recommendations of the workshop of experts on the right of peoples to peace.

2. In this regard, we would like to introduce the situation in Japan in recent year.

As a major part of the Global Article 9 Campaign to Abolish War, a large-scale conference was held in Japan from May 4-6, 2008. This three-day event attracted over 33,000 participants nationwide. Close to 200 international guest speakers and participants came from 40 different countries and regions to represent all continents at the conference. With the participation of Nobel Peace Laureates, intellectuals, cultural figures and NGO activists, the conference has been a forum for dialogue and discussions on the role that citizens of the world can play to realize the principles of Article 9 of Japanese Constituion, through promoting disarmament, demilitarization and a culture of peace. A final declaration was issued, in which all official guests and the over 200 members of the Japan organizing committee pledged to carry on the international campaign to support Article 9 "as a shared property of the world" that can "act as an international peace mechanism" and called on governments to adopt similar peace clauses in their constitutions.

<http://www.article-9.org/en/conference/A9.html>

Global Article 9 Declaration to Abolish War has the following preamble.

"Article 9 of the Japanese Constitution renounces war and the threat or use of force as a means of settling international disputes. Further, it prohibits the maintenance of armed



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

forces and other war potential. Article 9 is not just a provision of Japanese law; it can also act as an international peace mechanism that can be adopted by other states to maintain peace throughout the world. The Global Article 9 Conference to Abolish War strives to build an international movement supporting Article 9 as a shared property of the world, and calls for a global peace that does not rely on force.”

And the declaration called on all governments to renounce war, and the use and threat of use of force as a means of settling international disputes, by including a peace clause in national constitutions, similar to Article 9 of the Japanese Constitution and Article 12 of the Costa Rican Constitution.

3. A year after the Global Article 9 Conference to Abolish War, June 2009, an international follow-up event was held onboard “Peace Boat” at the port of Puntarenas, Costa Rica with more than 500 participants. Guest speakers from Costa Rica, Ecuador, Panama, the United States, Switzerland and Japan explored the value of Article 9 of the Japanese Constitution and of Article 12 of the Costa Rican Constitution in their historical perspectives and contemporary contexts, as well as their regional and global significance. They also looked at the links between these peace clauses and Article 26 of the United Nations Charter, which calls for the establishment of a system for the regulation of armaments with the least diversion of the world's human and economic resources for armaments in order to promote the establishment and maintenance of international peace and security. The conference concluded by adopting a declaration, proposing a UN resolution acknowledging the role peace constitutions play in promoting global disarmament and calling on government to shift priorities in the allocation of resources and decrease military expenditures to invest in financing sustainable development, human security and peace.

4. Finally, we invite Advisory Committee to consider the conclusions and recommendations of the workshop of experts on the right of peoples to peace, in particular the recognition of the double dimension -individual and collective- of the right to peace, and the written statement sponsored by more than 500 NGO on this issue. Consequently, it should request to the Human Rights Council to extent its mandate to prepare a draft declaration on the right of individuals and peoples to peace.



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

Annexe 6

Nord-Sud XXI - Statement to the 5th session of the Advisory Committee on Right to Peace issued by Mr. Curtis Doebbler

Nord-Sud XXI supports the view that peace is necessary for the survival of the humanity. It is not merely a right, a human right, but it is also an imperative, a necessity for the survival of all humanity. We strongly support the efforts of the Advisory Committee to draft a Declaration on the Right to Peace. In this regards we also support the statement of more than 500 NGOs and Nord-Sud XXI offers to be of any assistance that it can to the working group, especially as we know that the optimal use of resources by the Committee obliges civil society to also play a constructive role in its work.

Nord-Sud XXI wishes to strongly advocate for the position that is accepted by the overwhelming majority of states, that peace is already a right. In fact, in light of the opinio juris and practice of states reflected in repeated manifestations within the United Nations as well as elsewhere, there can be no doubt that peace is a human right. Is there really any Member of the Committee that thinks otherwise? If so, we invite them to clarify their position as to how they deny the right to peace its widely accepted position as part of international law.

Nord-Sud XXI realizes that the Committee is guided by its mandate from the Human Rights Council as well as the existing manifestations of the right to peace that are already found in international law and in the practice and opinio juris of states. Already in 1949 the UN General Assembly in adopting resolution 290 (IV) reiterated the interconnectedness and interrelatedness of peace with all human rights. And as we have heard so ably described by the distinguished Committee Member Ms Mona Zulficar and my colleagues in civil society, the General Assembly and the predecessor of this Committee, the Sub-Commission, has reiterated the relationship between the right to peace and other human rights, especially the right to self-determination and the right to development.

The right to self-determination is the first right mentioned in the two binding legal instruments that are part of the International Bill of Human Rights, the International Covenant of Civil and Political Rights and International Covenant of Economic, Social and Cultural Rights. It is the most important right to many peoples, including all fifty-three African Union countries, who have reiterated this right in the African Charter of Human and Peoples' Rights.

Equally important is the right to development. The right to development is a human right that is unambiguously recognized as part of customary international law. It is a right as reflected in the 1986 UN General Assembly Declaration on the Right to Development, is a right of peoples, of states, and of individuals. Each of these entities have rights and duties for ensuring the right to development for everyone, everywhere. The right to development—as



Société Espagnole pour le Droit International des Droits Humains
Spanish Society for the International Human Rights Law

the very first article of Declaration reiterates—is so interconnected and interrelated to the right to peace that one cannot speak about the one without considering the other. Indeed, this is how the Human Rights Council’s Special Rapporteur Mr. Rudi Mohammed Rizki as described it in his 2006 report on human rights and international solidarity.

A draft Declaration on the Right to Peace, which we hope will be presented to the Sixth Session of the Advisory Committee in January 2011 should indeed reiterate, among other human rights, especially the interconnectedness, interrelatedness and interdependence between development, self-determination and the right to peace. We look forward to seeing the text of a Declaration by December 2010 or January 2011. To provide a progress report without the text of draft Declaration, would, we suggest, fail to respect the mandate given to the Advisory Committee by the Human Rights Council, which regardless of whether or not it adopts a resolution by one vote or by all 47 voting in favour, speaks with one voice as the Council and not as individual members.

Finally, we urge the Committee not to be too limited in its substantive consideration of the right to peace. Nord-Sud XXI therefore urges each Member of the Committee to ask themselves: how can they contribute to making peace a right? And to answer this question we implore each distinguished Committee member to look into their hearts and souls, to consult their common sense, don't be confined by the narrow corners of the legal texts...think how can you contribute to preserving and providing a contribution to building peace in the world for those around you and for future generations.